

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 26 juin 2023
(Convocation du 20 juin 2023)

Aujourd'hui, le 26 juin 2023 à 08h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	6
• Voix	6
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	6
• Voix	6
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Biodiversité - Convention avec le Département des Hautes-Pyrénées d'appui au suivi et à l'entretien léger des dispositifs de franchissement piscicoles des seuils de l'Institution Adour, sur l'Adour et l'Arros dans le département des Hautes-Pyrénées

Exposé des motifs :

L'Institution Adour est gestionnaire de 16 ouvrages transversaux sur l'Adour et l'Arros dans le Département des Hautes-Pyrénées, dont 15 sont équipés d'un dispositif de franchissement piscicole. Afin de maintenir en état de fonctionnement ces dispositifs de franchissement piscicole, un suivi est réalisé par les services de l'Institution Adour, en fonction de la survenue d'évènements hydrologiques. Toutefois, l'établissement d'une convention entre l'Institution Adour et le Département des Hautes-Pyrénées améliorerait le suivi et l'entretien léger de ces ouvrages. La convention proposée, telle qu'annexée, prendrait effet à compter de la date de signature et s'achèverait au 31 décembre 2028, et n'aurait pas d'incidence financière.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5111-1,
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.214-17 et L.214-18, relatifs aux obligations relatives aux ouvrages, et en particulier à la gestion et l'entretien de ces ouvrages pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs et au maintien d'un débit minimal dans les cours d'eau,
Considérant les nécessités biologiques et réglementaires du maintien du bon fonctionnement des dispositifs de franchissement piscicole des seuils relevant de la responsabilité de l'Institution Adour,
Considérant l'opportunité de compléter le suivi réalisé par les services de l'Institution Adour par des visites plus fréquentes menées par les services du Département des Hautes-Pyrénées,
Considérant que la convention proposée n'aurait pas d'incidence financière,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre l'Institution Adour et le Département des Hautes-Pyrénées d'appui pour le suivi et l'entretien léger des dispositifs de franchissement des seuils de l'Institution Adour, sur l'Adour et l'Arros dans le département des Hautes-Pyrénées, telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 26 juin 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 27/06/2023

Reçu en préfecture le 27/06/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230626-230626H1857H1-DE



CONVENTION

Convention d'appui pour le suivi et l'entretien léger des dispositifs de franchissement piscicole des seuils de l'Institution Adour, sur l'Adour et l'Arros dans le département des Hautes-Pyrénées

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo – 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° 2023_B_xx en date du 26 juin 2023, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

Le Département des Hautes-Pyrénées, domicilié à l'Hôtel du Département 6 rue Gaston Manent CS 71324 65013 Tarbes Cedex 9 et représenté par son président Michel Pélieu, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil départemental n° xx en date du 30 juin 2023, ci-après dénommé : le Département

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5111-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.211-7, L.214-17 et L.214-18, liés aux obligations relatives aux ouvrages et en particulier à la gestion et l'entretien de ces ouvrages pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs et au maintien d'un débit minimal dans les cours d'eau ;

Vu le code du travail, notamment son article R.4512-7 ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 modifiée de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 59, I ;

Vu l'arrêté du 19 mars 1993 modifié du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle fixant, en application de l'article R.4512-7 du code du travail susvisé, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention ;

Vu la délibération n° 2023_B_xx en date du 26 juin 2023 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant que l'EPTB est gestionnaire de 16 ouvrages transversaux sur l'Adour et l'Arros dans le Département des Hautes-Pyrénées dont 15 sont équipés d'un dispositif de franchissement piscicole ;

Considérant que l'EPTB assure la maîtrise d'ouvrage du suivi, de l'entretien et de la restauration des ouvrages et de leurs dispositifs de franchissement ;

Considérant que, pour l'assister dans le suivi et la gestion de ses ouvrages, l'EPTB fait appel à un partenaire, le Département ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre l'EPTB et le Département, pour le suivi et l'entretien léger des dispositifs de franchissements sur les seuils dont l'EPTB est gestionnaire sur le territoire du département des Hautes-Pyrénées.

Cette mission sera effectuée, par les services du Département, notamment par la Cellule d'assistance technique à l'entretien des rivières (CATER).

Ce droit accordé n'est pas constitutif d'une servitude susceptible de grever la propriété.





Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 31 décembre 2028.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Les dispositifs de franchissement concernés par la présente convention se situent sur l'Adour et l'Arros au niveau des seuils désignés sous les appellations respectives suivantes :

- Hères-Belloc (Adour)
- Lombard aval (Adour)
- Ugnouas (Adour)
- Pont de Hères (Adour)
- Lombard amont (Adour)
- Sarniguet (Adour)
- Seuil de fond de Labatut (Adour)
- Beulat (Adour)
- Canal Gespe (Adour)
- Labatut (Adour)
- Lapeyre (Adour)
- Moulin de Bordes (Arros)
- Caussade (Adour)
- Bazillac (Adour)

Article 4. Désignation des interventions et modalités d'exécution

L'EPTB confie au Département la mission ci-après décrite : suivi et entretien léger des dispositifs de franchissement équipant les seuils transversaux cités à l'article 3, sous responsabilité de l'EPTB, sur l'Adour et l'Arros, dans le département des Hautes-Pyrénées.

Il s'agit de contrôler visuellement le bon fonctionnement et de réaliser un entretien léger sur l'ensemble des équipements des seuils.

Le Département est réputé connaître les lieux et déclare que ses agents susceptibles de mener les interventions se sont rendu personnellement compte de leur situation exacte, de l'importance, de la nature des tâches à effectuer et de toutes les difficultés pouvant résulter de leur exécution dont, en particulier, les risques associés au cheminement sur les ouvrages.

Toutes les modalités d'intervention, d'alerte et de rendu des observations sont décrites dans un protocole porté en annexe.

Une visite de démarrage sur l'ensemble des seuils sera organisée conjointement entre l'EPTB et le Département, pour préciser les points de contrôle et les différentes recommandations du suivi des équipements.

Les interventions seront en partie réalisées à proximité d'un cours d'eau et d'ouvrages hydrauliques. Cela expose au risque de noyade, chute d'une hauteur supérieure à 3 m, ou d'exposition à des agents biologiques pathogènes. Au sens de l'arrêté du 19 mars 1993 susvisé, ces interventions sont donc des « travaux dangereux » et doivent faire l'objet d'un plan de prévention des risques.

À l'issue de la visite de démarrage, l'EPTB rédigera un plan de prévention des risques spécifiques à ces interventions. Ce plan de prévention sera ensuite co-signé par le Département et par l'EPTB avant toute intervention sur le terrain.

Article 5. Obligations et droits

Le Département s'oblige à s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la conservation des ouvrages.





La présente convention donne droit au Département d'accéder aux ouvrages pour procéder aux suivis et l'entretien léger.

Article 6. Engagement financier des parties

Toutes les interventions réalisées dans le cadre de la présente convention le seront à titre gracieux.

Article 7. Assurances

Le Département atteste sur l'honneur qu'il est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches liées à l'exécution de la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenu responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

Le Département ne pourra être tenu responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses administrateurs et aux agents relevant de sa responsabilité.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 8. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 9. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où le Département n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 4, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- le Département, si ce dernier ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'il en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 10. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 11. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en deux exemplaires originaux, à Mont-de-Marsan, le.....

Paul Carrère,

Michel Pélieu,

Président de l'Institution Adour

Président du Département des Hautes-Pyrénées



Annexe : Protocole de suivi

Organisation des visites de suivi

➤ Visites régulières

Les fréquences de visite ont été ajustées pour chaque dispositif de franchissement en fonction d'un indicateur de vulnérabilité qui exprime le risque de colmatage et de formation d'embâcle dans le dispositif. Cette vulnérabilité a été évaluée en trois niveaux de risque en prenant en compte : le type de passe, son implantation et les résultats du suivi réalisé tous les ans.

Grâce à leur conception généralement simple et rustique, certains dispositifs sont peu sensibles aux problèmes d'entretien et la probabilité d'un dysfonctionnement par la formation d'embâcles susceptibles de gêner la libre circulation des poissons est très faible. Dans ce cas, la surveillance peut être réduite à un seul passage par mois, ce qui est suffisant pour garantir leur fonctionnement sur toute l'année.

À l'opposé, d'autres dispositifs, plus complexes dans leur conception avec, notamment, la présence de grille, sont plus sensibles aux problèmes d'entretien et présentent donc un niveau de vulnérabilité plus élevé. Ceux-ci nécessitent alors, mis à part quelques exceptions, une surveillance plus régulière avec des fréquences de visite hebdomadaires sur des périodes plus ou moins longues.

Pour l'Adour amont, la moitié des seuils sont peu vulnérables aux risques d'obstruction, les autres ont des vulnérabilités moyennes, sauf pour deux où elle est forte.

Le contrôle est organisé selon un calendrier de visites régulières adaptées pour chaque dispositif. Le calendrier qui suit reprend l'organisation d'une année type de suivi des seuils de l'Adour amont et de l'Arros.

Cours d'eau	Ouvrages	Type de visite											
		☐ : Hebdomadaire / ☐ : mensuelle											
		Jan.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Adour	Jû-Belloc												
	Pont de Hères												
	Labatut												
	Seuils de fond de Labatut												
	Caussade												
	Lombard aval												
	Lombard amont												
	Beulat												
	Lapeyre												
	Bazillac												
	Ugnouas												
	Sarniguet												
	Canal Gespe												
Arros	Moulin de Bordes												

➤ Visites exceptionnelles

Les visites régulières seront éventuellement complétées par des visites exceptionnelles qui tiennent compte des événements hydrologiques particuliers (montée des eaux et crues).

L'EPTB pourra participer, à sa demande, à ces visites exceptionnelles réalisées après les crues ou dans le cas de la préparation d'une intervention lourde d'entretien mécanisé.





Modalités d'intervention pour le suivi et l'entretien léger

Lors de chaque visite de contrôle, le Département doit vérifier le bon fonctionnement du ou des dispositifs de franchissement. Il s'agit d'un contrôle visuel qui nécessite un examen attentif des différentes installations dont les points de contrôle ainsi que les principales recommandations en matière de sécurité et d'accès sont détaillés par la suite.

Si nécessaire, le Département interviendra pour nettoyer les équipements, enlèvement de divers objets flottants (feuilles, branches...) pouvant colmater les grilles et les ouvertures. Les branches et autres déchets devront être déposées en haut de berge. Les autres déchets non végétaux devront être évacués.

En cas de dysfonctionnement du dispositif résultant de la présence d'embâcles volumineux, le Département est tenu d'alerter l'EPTB. Dans la mesure du possible, le Département prendra des photographies des équipements concernés par les embâcles et les transmettra par mél à l'EPTB, à l'adresse mentionnée dans les contacts, qui prendra alors toutes les mesures nécessaires pour rétablir rapidement le bon fonctionnement des équipements,

Le Département devra être équipé d'équipements de sécurité nécessaires à ce type d'intervention.

Le tableau qui suit reprend l'ensemble des éléments nécessaires à la réalisation de la mission d'entretien et suivi. Il y est notamment listé les accès, les points de contrôle à vérifier à chaque visite et les éléments à prendre en compte pour intervenir en sécurité.

Nom	Accès	Dispositif	Point de contrôle et d'entretien	Point d'attention sécurité
Seuil du canal de la Gespe	Rive droite	- Rivière de contournement	- Seuil intermédiaire	- Cheminement en rive
Seuil de Sarniguet	Rive gauche	- Bassins successifs à fentes verticales - Ralentisseurs de fond	- Grille prise d'eau amont - Vanne d'alimentation - Fentes verticales - Rampe à ralentisseurs	- Cheminement en bordure d'ouvrage
Seuil d'Ugnouas	Rive gauche passe distante de la rive	- Bassins successifs à échancrures triangulaires - Ralentisseurs de fond	- Échancrure des bassins - Rampe à ralentisseurs	- Cheminement en bordure d'ouvrage
Seuil de Bazillac	Rive droite	- Bassins rustiques sur seuil	- Seuils intermédiaires	- Cheminement en rive
Seuil de Lapeyre	Rive droite	- Bassins rustiques sur seuil avec échancrures	- Seuils intermédiaires	- Cheminement en rive
Seuil de Beulat	Rive gauche Passe distante de la rive	- Bassins successifs à fentes verticales	- Fentes verticales	- Cheminement sur seuil noyé et glissant
Seuil de Lombard amont	Rive gauche	- Bassins successifs à fentes verticales	- Prise d'eau amont - Fentes verticales	- Cheminement sur murets élevés et étroits pouvant être glissant
Seuil de Lombard aval	Rive gauche	- Bassins rustiques avec échancrures centrales	- Échancrures seuils intermédiaires	- Cheminement sur rive
Seuil de Caussade	Rive droite Passerelle d'accès	- Bassins successifs à fentes verticales - Ralentisseurs de fond	- Grille prise d'eau amont - Fentes verticales - Rampe à ralentisseurs	- Cheminement sur murets élevés et étroits pouvant être glissant
Seuil de Labatut	Rive droite	- Bassins rustiques avec échancrures latérales	- Échancrures seuils intermédiaires	- Cheminement sur rive
Seuils de fond de Labatut	Rive droite	- Franchissable par conception	- Les écoulements	- Cheminement sur rive
Seuil du pont de Hères	Rive droite	- Bassins rustiques en enrochement	- Seuils intermédiaires	- Cheminement sur rive
Seuil de Hères-Belloc	Rive gauche	- Rivière de contournement	- Prise d'eau - Seuils intermédiaires	- Cheminement sur rive





Nom	Accès	Dispositif	Point de contrôle et d'entretien	Point d'attention sécurité
Moulin de Bordes	Rive droite	- Bassins successifs à échancrures	- Grille prise d'eau amont - Échancrures	- Cheminement sur murets élevés et étroits pouvant être glissant

Suivi des interventions

Une fois par an a minima, l'EPTB et le Département réaliseront une visite de l'ensemble des installations pour dresser le bilan des interventions.

Contacts

Structures	Responsable	Téléphone	Courriel
Département	Catherine Labat	05 62 56 70 10	catherine.labat@ha-py.fr
	Bruno Labat	06 37 42 12 50	bruno.labat@ha-py.fr
EPTB	Andries Bigot	05 59 46 51 85 06 73 52 39 66	andries.bigot@institution-adour.fr

